

DÉLOCALISATION

Boyé au point mort

— La situation est toujours bloquée aux établissements Boyé, où les salariées protestent contre un projet de délocalisation au Vernet, à 25 km au sud de Toulouse, avec l'appui des anciens de Job (notre édition d'hier).

Hier midi, le piquet de grève a été cependant levé, « car plus personne ne travaille le vendredi après-midi ». S'il admet « une situation économique difficile », le personnel mécontent réclame, on le sait, l'organisation d'une ta-

ble ronde avec leur direction et les pouvoirs publics, pour examiner les montages fonciers et financiers possibles et les opportunités d'aides européennes permettant de reconstruire les bâtiments, sinistrés par AZF, d'une usine de confection déjà très fragile.

S'estimant « prise en otage », la direction juge elle son projet de déménagement « incontournable ». Les salariées envisagent de bloquer à nouveau l'usine lundi.

LA DEPECHE DU MIDI

CONFLIT

Boyé prêt à négocier

8 Les salariés de l'usine Boyé faisaient le siège de leur lieu de travail depuis le jeudi 2 mai. Hier, ils ont obtenu satisfaction a-t-on appris de l'un des portes paroles de l'interprofessionnelle CGT, Philippe Moitrey : « Nous demandions une table ronde qui regrouperait les dirigeants de l'usine et les pouvoirs pu-

blics concernés. Les jeunes d'ici sont prêts à cofinancer l'entreprise et à racheter les murs. Nous avons obtenu l'assurance d'une rencontre le jeudi 15 mai, à 15 heures, pour discuter des alternatives ». Jusqu'à cette date, le blocage des portes de l'usine par les salariés est suspendu. ■